

Édition du 23 septembre 2016

Tout savoir avec le Sgen – CFDT

n°04

ÉVALUATION

Le projet de réforme de l'évaluation prévoit que les enseignants ne seront plus notés, ni pédagogiquement, ni administrativement. La notation cède la place à une vraie évaluation des compétences professionnelles des enseignants décrites dans un référentiel. un référentiel c'est bien mais c'est le début...

On peut se réjouir de la disparition de ce système archaïque.

Il ne reste plus qu'à s'approprier et se servir du nouveau référentiel en se débarrassant des vieux réflexes qui ont marqué notre culture depuis des lustres.

Des médias comme *Le Figaro* ou *France 2* annoncent la rémunération au mérite. Ils affirment même que les enseignants les mieux notés pourraient avoir des bonus !

Au contraire le projet de réforme de l'évaluation prévoit que les enseignants ne seront plus notés, ni pédagogiquement, ni administrativement, donc de fait rémunération ne peut rimer avec notation. La notation cède la place à une vraie évaluation des compétences professionnelles des enseignants qui sont décrites par le référentiel de compétences de 2013.

T'as 10 minutes devant toi ? Réponds à la plus grande enquête jamais réalisée sur le travail :
[PARLONS TRAVAIL](#)

SUIVEZ LE SGEN
BOURGOGNE SUR
https://www.facebook.com/sge_ncfdtbourgogne/

www.sgen-cfdt.fr



PROPOSER L'ADHÉSION
Pas simple pour un militant
5 vidéos de proposition d'adhésion
[Les vidéos et le login](#)

Permanence : 7, rue Dr Chaussier - Dijon

Lundi à Vendredi de 09h00 à 17h00

sauf mercredi après midi

Pour visualiser correctement ce message, choisissez un affichage en html

Les blogs du Sgen CFDT

la reconstruction de l'école, campus, le corps déchaîné, le numérique, vie scolaire, ASH, CIO, AVS ...

ÉVALUATION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

Depuis le mois de juin, le ministère négocie avec les syndicats représentatifs, dont le Sgen-CFDT, une réforme de l'évaluation qui prend place dans l'application du protocole PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations).

Quels sont les éléments-clés de la réforme proposée ?

PERSONNELS DE DIRECTION

Lettre au Ministre du 19 septembre.

Madame la ministre,

Après une rentrée marquée par les mesures de sécurité à mettre en place dans les établissements scolaires et par la mise en œuvre effective de la réforme du collège, le Sgen-CFDT tient à vous alerter, Madame la ministre, de la situation difficile des personnels de direction qui sont submergés par l'accumulation des tâches et parfois gagnés par l'exaspération.

Les personnels de direction sont des acteurs essentiels du système éducatif, en contact quotidien avec les usagers, les élèves, les enseignants, les partenaires de l'école et la hiérarchie intermédiaire. Attachés à leur mission, au service du public comme à leurs devoirs envers leurs collègues, ils sont souvent, par excès de loyauté et d'engagement, des victimes silencieuses d'épuisement professionnel.

Il est urgent de prendre en compte l'évolution de leurs responsabilités et des conditions d'exercice de leur métier.

Les personnels de direction doivent se sentir épaulés par leur ministère, mieux formés, accompagnés professionnellement. Les groupes d'analyse de la pratique et les espaces de dialogue doivent être ouverts pour eux afin d'aborder librement la question de leurs conditions de travail. Un plan de prévention des risques psychosociaux doit également être mis en place. Il est également urgent d'installer une nouvelle gouvernance du système éducatif qui développe une autre forme de pilotage qu'une communication institutionnelle verticale sur le mode injonctif. Nous privilégions le dialogue social dans les établissements et nous souhaitons que les relations entre la hiérarchie et les établissements se fassent sur ce mode respectueux et collaboratif.

Le Sgen-CFDT attend avec impatience les discussions qui vont débuter au ministère à la fin du mois de septembre 2016 sur les Parcours Professionnels Carrières Rémunérations (PPCR) des personnels de direction. À ce titre, il est indispensable de prendre en compte l'entrée dans la fonction et les conséquences du prolongement des carrières.

Notre organisation syndicale sera très attentive aux réponses que le ministère apportera aux attentes légitimes des personnels de direction et à nos propositions qui les accompagnent.

Madame la ministre, les personnels de direction veulent être reconnus comme cadres responsables. Le Sgen-CFDT porte leurs attentes, ils demandent une réponse.

Dans l'attente de votre réponse ...



CONCOURS ENSEIGNANTS

Le serveur est ouvert jusqu'au 13 octobre



VIE DES CROUS

Reportage auprès d'une militante du Crous de Créteil.

La dureté du travail est difficile à faire entendre...

LAURENT BERGER S'ADRESSE AUX ÉTUDIANTS

À la CFDT, nous avons coutume de dire que nous vivrons ce que nous changerons. S'il nous faut garder une part d'utopie dans les objectifs, on doit être pragmatique dans nos moyens d'action. C'est en cela que nous sommes réformistes.

Lundi 19 septembre, Laurent Berger s'est adressé aux étudiants, à l'ESSEC, sur le thème "La France face au changement - quel rôle pour le syndicalisme ?"

Voici son discours

RÉFORME DU COLLÈGE

L'apocalypse n'a pas eu lieu !
Et les collègues se forment !

4318 inscriptions :
- 3326 demandes sur du disciplinaire
- 2467 enseignants inscrits individuellement.
- Plus de 70 demandes de formation sur site dont 15 sur secteurs collèges.

Malgré l'anxiété persistante chez certains, on remarque que les collègues s'inscrivent individuellement en masse.



**RÉFORME DU COLLÈGE :
LE DOSSIER COMPLET**

Réforme du collège
Le Sgen répond à vos questions.

L'hégémonie de Microsoft introduit une confusion entre ses produits et l'usage auquel répondent aussi d'autres outils.
Le Sgen-CFDT dénonce un accord qui promeut une publicité à destination des maîtres et des élèves

—
WWW.SGEN-CFDT.FR



Pour éviter les dérives commerciales, la transition numérique doit s'appuyer sur le monde du logiciel libre.

WWW.SGEN-CFDT.FR

AGENDA

A.G. DE RENTRÉE DANS NOS DÉPARTEMENTS

L'assemblée générale de rentrée du SGEN Bourgogne, dans nos départements, aura lieu le **mercredi 28 septembre** après midi dans les locaux du syndicat.

À l'ordre du jour : la rentrée, la réforme du collège, la sécurité dans les établissements, les carrières, les annonces ministérielles...

C'est l'occasion d'échanger sur l'actualité, nos préoccupations, nos besoins, faire remonter nos requêtes, nous retrouver amicalement.

DIJON : 14h30 UD-CFDT 7 rue Dr Chaussier

CHALON : 14h30 Maison des syndicats Place Mathias

NEVERS: 14h30 Bourse du travail rue P. de Coubertin

AUXERRE : 16h UD-CFDT 7 rue Max Quantin

LE RÉSEAU GRETA FAIT SA RENTRÉE (modification)

Le réseau se réunira **le 13 octobre** à la CFDT de Dijon.

À l'ordre du jour, entre autres : retour sur le comité de suivi qui s'est tenu le 13 septembre sur le plan 500 000 formations, la labellisation des GRETA dans le cadre démarche qualité et la loi El Khomri

RÉUNION CHS CT

Le SGEN CFDT organise, au lycée de Beaune **le 13 décembre**, une rencontre autour du DUER et du CHS CT.

Cette rencontre s'adresse à tous nos militants. Inscrivez-vous auprès du SGEN Bourgogne et n'oubliez pas de prévenir votre hiérarchie.

Cette réunion sera animée par nos représentants en CHS CT académique et départementaux ainsi que par un chef d'établissement

FORM PRO

La réunion de rentrée du secteur Form Pro se tiendra à la CFDT de Dijon le **14 octobre**.

CESC 58

Depuis les "événements", les DSSEN organisent des CESC départementaux, réunissant les partenaires de l'école au sens large du terme. À Nevers, le 20 septembre, le DASEN réunissait les associations (FOL, Usep), des représentants de centres socio-culturels, de syndicats (FO, CGT absents), l'armée, le BIJ, la PJJ... afin de faire le point sur le programme d'actions 2016-2017 et la mise en place de "fiches actions".

De nombreux projets avaient vu le jour l'année scolaire dernière, des actions seront reconduites, d'autres sont en construction, des liens forts entre associations, organismes et établissements scolaires se sont renforcés. Un focus a été fait sur la semaine départementale de "L'école au cœur des valeurs de la République" qui aura lieu du 5 au 9 décembre prochain. Pour en savoir plus contacter, Caroline Brisedoux et Pascal Poirier [via le Sgen Bourgogne](#).



JUSTICE

L'accord entre Microsoft et le MEN devant le tribunal

Jeudi 14 septembre 2016, le tribunal de grande instance de Paris a décidé qu'il n'y avait pas urgence à suspendre l'accord signé en novembre 2015 entre le ministère de l'Éducation Nationale et Microsoft. Le collectif Edunathon va décider s'il poursuit son action sur le fond. [En savoir +...](#)

INSTANCES

Le [guide complet des instances](#) des établissements publics locaux d'enseignement EPLE (rentrée 2016) : Conseil d'Administration, Conseil Pédagogique, Commission Permanente, etc. Leur composition, leurs compétences, leur fonctionnement... et les conseils du Sgen-CFDT.

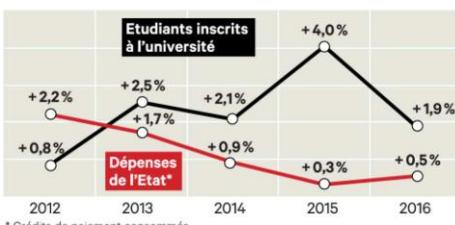
SUPÉRIEUR

Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche a traité, entre autres, de deux points concernant les formations universitaires :

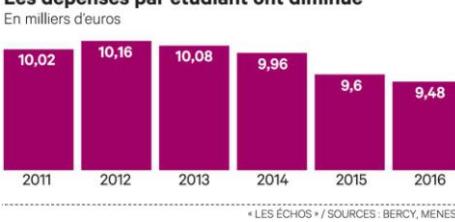
- Création du comité de suivi Licence-Master-Doctorat : le Sgen-CFDT se réjouit de la création d'un comité unique, intégrant désormais le doctorat, qui permettra de coordonner les réflexions sur les différents diplômes et de débattre largement de leur évolution. D'autant que la réflexion concernera aussi les articulations entre les formations menant aux diplômes nationaux et les autres filières relevant des mêmes cycles. Le Sgen-CFDT est satisfait de l'issue du cycle de concertation, qui valide notamment une composition du comité permettant une juste représentation des membres du CNESER.
- Motion sur la sélection en master : le CNESER a réaffirmé pour tous les étudiants le droit à la poursuite d'études entre le cycle licence et le cycle master et s'oppose à toutes formes de sélection au sein du cycle master.

[Pour aller plus loin...](#)

Université: les dépenses publiques augmentent moins vite que les effectifs
Variation annuelle en %



Les dépenses par étudiant ont diminué



RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Pour cette rentrée universitaire, 30 000 étudiants supplémentaires sont à recenser, une hausse continue qui s'accompagnera en 2017 d'un effort budgétaire. La France compte donc environ 2,58 millions d'étudiants, à la fac, en classe prépa, dans les BTS et IUT ou les écoles.

Cette démographie "anticipée" est "accompagnée" par "une hausse inédite du budget des universités de 100 millions d'euros" dès 2016, a déclaré le ministère.

Pour le Sgen CFDT, le compte n'y est toujours pas : Les universités ont réalisé des économies en fermant des formations, en augmentant le nombre d'étudiants dans les séances de travaux dirigés, en recourant à la visioconférence et en baissant les volumes horaires des maquettes de formation.

La précarité se développe, dénonce le Sgen CFDT évoquant le recours accru aux vacataires.

La Fage, syndicat étudiant, rappelle que, depuis 2008, les effectifs ne cessent de croître dans l'enseignement supérieur, et si la hausse ralentit cette année (après + 60 000 étudiants en 2015), elle devrait se poursuivre jusqu'à 2020 au moins, démographie oblige. Or, 30 000 jeunes en plus, "c'est l'équivalent d'une université de taille moyenne".

L'autonomie des universités permet-elle de transformer les moyens en postes en investissements matériels ou immobiliers ?



OCDE : LA FRANCE PEUT MIEUX FAIRE

L'Hexagone paie mal ses professeurs des écoles, n'investit pas assez dans le secteur primaire et garde le record du plus faible nombre de jours d'école dans l'année, selon le dernier rapport de l'OCDE, intitulé "[Regards sur l'éducation 2016](#)" et publié jeudi 16 septembre.

La loi sur l'école de 2013 de l'ancien ministre de l'Éducation, Vincent Peillon, a instauré "*la priorité au primaire*", période où s'installent les difficultés et inégalités. Lors de la conférence de rentrée scolaire, sa successeure, Najat Vallaud-Belkacem, a pourtant défendu un rééquilibrage des dépenses en faveur du premier degré, chiffres plus récents à l'appui, avec une dépense annuelle par écolier en hausse de 12,5%, atteignant 6 500 euros en 2017 contre 5 800 euros en 2012.

[Les indicateurs...](#)

DANS LA TÊTE DE L'ALGORITHME

Après avoir dévoilé en juin dernier une partie du fonctionnement de l'algorithme d'admission post-bac (APB), la Commission d'accès aux documents administratifs, a indiqué que l'association Droits des lycéens, est en droit d'obtenir auprès du ministère de l'Éducation nationale son code source. L'analyse au peigne fin de ces lignes de programme pourrait révéler bien des surprises...

[Va-t-on connaître le mystère d'APB ?](#)

**DU NOUVEAU
POUR LES ITRF**
C'est [ICI](#)

[L'ABCD](#)
[La lettre](#)
[électronique du](#)
[Sgen-CFDT](#)
[aux écoles](#)

TRAVAUX DANS LES COLLÈGES 89

Le compte-rendu du groupe de travail avec les services du Conseil Départemental en préparation du dernier CDEN de l'Yonne : c'est sur notre site, [en pièce jointe du CR du CDEN](#).

LES ÉLECTIONS AU CA

Envie de s'investir dans son établissement? Le Conseil d'Administration est l'organe décisionnel pour la pédagogie et l'organisation des enseignements. Le Sgen-CFDT [vous donne les clés](#) pour organiser les élections et vous dit tout ce qu'il faut savoir sur ce conseil.



STAGIAIRES 2016-2017



SALAIRE	AUTRES INDEMNITÉS	RECLASSEMENT
INDEMNITÉ FORFAITAIRE DE FORMATION	ISOE ISAE REP/REP + CPE Documentalistes	MISSION DU TUTEUR

STAGIAIRES : RAPPEL

Vous êtes enseignant.e ou CPE stagiaire à la rentrée 2016... Quel est votre salaire ? Vos périodes de travail antérieures sont-elles prises en compte ? Quelles sont les indemnités auxquelles vous avez droit ? Quelles sont les missions des tuteurs ? Les réponses à ces questions, et à bien d'autres que vous vous posez probablement, sur le site " Sgen + " [à cette adresse !](#)

ANALYSE DE PRATIQUES

Le Sgen-CFDT Bourgogne organise depuis 2 ans un groupe **d'analyse de pratiques**. C'est une réponse à la demande d'accompagnement de nos collègues face aux difficultés rencontrées dans l'exercice de leur fonction. Ces difficultés peuvent être multiples : vis-à-vis des parents, de la hiérarchie, des collègues ou des élèves, tant en matière de gestion de classe que de pédagogie. Pour y remédier, un lieu de paroles permettant les échanges et une formation s'avère précieux.

Soucieux d'accompagner les personnels dans leur travail et leurs pratiques, le Sgen-CFDT Bourgogne propose de développer ce groupe d'analyse de pratiques. Il s'adresse aux enseignants des premier et second degrés confondus, adhérents ou non pour un cycle de 4 à 5 séances sur l'année scolaire 2016-2017.

[Des ateliers avec le Sgen Bourgogne](#) (se connecter d'abord comme adhérent)

Sylvie Leclerc-Reynaud cherche aujourd'hui à étendre son cercle de collaborateurs pour créer un groupe de travail avec d'autres enseignants qu'intéressent la conception et l'animation d'ateliers de philosophie.

Pour un partage d'expériences, voire le lancement d'une nouvelle aventure, comme la création d'un blog...

Vous pouvez la joindre :
sylvie.m.reynaud@wanadoo.fr

LA PHILO AU COLLÈGE

Il y a six ans, Sylvie Leclerc-Reynaud, philosophe et documentaliste de formation, lançait dans son établissement des ateliers-philo à destination d'élèves de 6e et de 5^e.

Loin de travailler en solitaire, elle a échangé avec des enseignants de collège et des professeurs des écoles, pour enrichir et affiner sa pratique. Désireuse de partager cette expérience, elle lui a consacré un livre-manuel : Le Cerisier et autres contes. Balades philosophiques à travers les mathématiques, paru en janvier 2016. Pour Sylvie, la rentrée scolaire 2016 sera l'occasion de donner un nouvel essor à ses ateliers-philo puisqu'ils ont vocation à se déployer dans le cadre d'un enseignement pratique interdisciplinaire (EPI).

[Lire la suite...](#)



MOINS DE TABAC MAIS AUTANT DE CANNABIS

La consommation de cigarettes et d'alcool des adolescents français est en recul depuis 2011. Les lycéens français sont-ils en train d'abandonner leurs mauvaises habitudes ? On est en tout cas en droit de le croire selon la dernière étude de [l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies \(OFDT\)](#) publiée mardi qui révèle que la consommation d'alcool et de tabac a considérablement baissé chez les lycéens. Petit point noir cependant selon l'OFDT, la consommation régulière de cannabis est restée stable chez les lycéens avec 7,7%. De son côté, l'expérimentation du cannabis est passée de 49% des lycéens en 2011 à 44% en 2015. Entre la seconde et la terminale, elle passe d'un tiers des élèves (35%) à plus de la moitié (54%). L'usage régulier de cannabis concerne 10% des garçons et 5% des filles. L'étude de l'OFDT a été menée entre avril et juin 2015. 6 642 lycéens ont été interrogés en France métropolitaine.

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION VUE PAR LES ENFANTS

Charlie Hebdo a reçu des milliers de dessins après la tuerie prémeditée des membres de sa rédaction.

Les premiers furent envoyés dès le 7 janvier 2015, d'autres ont suivi, intégrant dans leur geste les répliques de ces assassinats des 8 et 9 janvier. Ils ont été réalisés par des enfants et des adolescents.

Ces dessins expriment l'attachement de la jeunesse du pays aux valeurs de la République, à ses principes fondamentaux de liberté de créer, de dessiner, de s'exprimer, de publier.

Ces dessins disent l'envie de toute une génération de vivre à l'opposé des assignations identitaires et des visions étriquées de l'autre et du monde.

[francetveducation publie ces dessins](#)

VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : LA BAISSE SE POURSUIT EN 2015

Près de 4 000 personnes ont validé tout ou partie d'un diplôme de l'enseignement supérieur au titre de la validation des acquis de l'expérience (VAE) en 2015 dans les universités et le Cnam. Cela représente une nouvelle baisse de 7,6 % par rapport à 2014. Cette baisse est due à celles des validations partielles, en premier ou en post-premier jury, tandis que le nombre de validations totales en premier jury reste stable. De ce fait, la part de ces dernières augmente, à nouveau, de 5 points et atteint 66 % de l'ensemble des VAE examinées. En revanche, et contrairement à 2014, le nombre de demandes déposées augmente (+ 9 %). Plus de la moitié des VAE sont financées par l'employeur, 27 % sont autofinancées et 15 % ont un financement public.

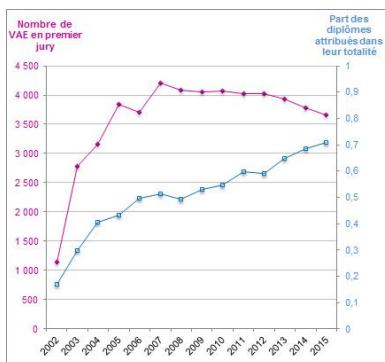
[Consulter la publication de la DEPP](#)

PRIX 2017 "NON AU HARCÈLEMENT"

Ce prix invite les enfants et adolescents à réaliser une affiche ou une vidéo de prévention du harcèlement, dans le cadre du plan de prévention de leur établissement.

Le harcèlement se définit comme une violence répétée qui peut être verbale, physique ou psychologique. À l'École, elle est le fait d'un ou de plusieurs élèves à l'encontre d'une victime qui ne peut se défendre seule. Les trois caractéristiques du harcèlement en milieu scolaire sont la violence, la répétitivité et l'isolement de la victime vis-à-vis de son groupe de pairs. Le harcèlement se fonde sur le rejet de la différence et sur la stigmatisation de certaines caractéristiques (notamment apparence physique, sexe, orientation sexuelle/identité sexuelle, handicap, appartenance à un groupe social particulier).

[En savoir davantage sur ce prix](#)



**AGIR CONTRE
LE HARCÈLEMENT
À L'ÉCOLE**

parlons travail

Dès septembre 2016
Donnez votre avis sur parlonstravail.fr

LA GRANDE ENQUÊTE NATIONALE SUR LE TRAVAIL

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS**LA CFDT DONNE LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS**

Action reprise par la presse nationale (Le Monde, La Tribune, Liaisons Sociales, Actuel...) et la presse régionale (Ouest France...) Environ 5000 salariés ont déjà répondu à l'enquête.

La CFDT lance la plus grande enquête jamais réalisée en France en direction des travailleurs.

Une enquête en ligne à destination de l'ensemble des salariés, agents, retraités, demandeurs d'emploi... Elle vise à dresser un portrait de ce qu'est le travail aujourd'hui en France.

parlons travailDès septembre 2016
Donnez votre avis sur parlonstravail.fr

LA GRANDE ENQUÊTE NATIONALE SUR LE TRAVAIL

LAURENT BERGER À NEVERS

• **Mercredi 28 Septembre à NEVERS**

de 14H15 à 17h00

Salle des Eduens – Quai des Mariniers

2 temps forts au programme de l'après midi :

- 14H30 Table ronde autour des élections TPE de 2016
- 15H30 Débat d'actualité avec Laurent BERGER

VENEZ NOMBREUX !

Inscrivez-vous dès maintenant auprès de l'UD 58

**RASSEMBLEMENT DES ÉLUS
CFDT DE BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ
JEUDI 29 Septembre à DIJON**

• de 9h00 à 16h30

Salle Devosges à côtés de la place Darcy (parking)

Avec Jocelyne CABANAL

Secrétaire Nationale Confédérale

Un membre national de l'UFFA sera aussi présent

Le déjeuner sera offert sur place.

Inscrivez-vous auprès de votre UD

**IL FAUT SAUVER ALSTOM**

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a estimé jeudi que le site d'Alstom de Belfort pouvait être sauvé à condition que le gouvernement mette en place une "stratégie industrielle" et passe des commandes.

M. Berger a toutefois estimé que la nationalisation préconisée par Jean-Luc Mélenchon, candidat à la présidentielle, "n'était pas forcément la solution".

[La suite...](#)

La CFDT a soutenu l'impopulaire loi travail, au risque d'apparaître comme l'interlocuteur privilégié du gouvernement, mais contrairement à 1995 ou 2003, elle a évité un départ massif de ses adhérents et pourrait même y gagner en termes d'image.

TPE

4,7 millions de salariés travaillent dans une entreprise de moins de 11 salariés, sont assistantes maternelles ou salariés à domicile, la CFDT se mobilise et propose des avancées concrètes.

Du 26 au 30 septembre comme chaque année, la CFDT va à la rencontre des salariés pour les informer sur leurs droits, répondre à leurs questions et échanger sur leurs attentes.

LE DROIT À LA DECONNEXION

Ce n'est pas que pour les autres !

Depuis le congrès confédéral de Marseille, la CFDT se fait entendre sur ce sujet.

La frontière entre vie professionnelle et personnelle est ténue, le temps de travail n'est plus continu... C'est donc pour s'adapter à cette réalité et créer les protections nécessaires à la santé des salariés actuelle qu'un droit à la déconnexion est inscrit dans la loi. Explications.

Quelques chiffres clés : 23 % seulement des cadres se déconnectent systématiquement en dehors de leur temps de travail (un tiers le fait rarement) selon une étude Apec (décembre 2014) ; 89 % des cadres estiment que les outils connectés contribuent à les faire travailler hors de l'entreprise. Concrètement, qu'est-ce que la déconnexion ? À titre d'exemple, les salariés d'une grande entreprise ne sont pas tenus de répondre aux mails en dehors des horaires de bureau ; une autre grande entreprise a mis en place un Mooc pour former les managers aux risques de la connexion permanente ainsi que des journées sans mails. Intégrer le droit à la déconnexion dans le code du travail, c'est donc permettre aux entreprises de se saisir du sujet et de s'adapter aux nouveaux modes de travail.

[Le droit à la déconnexion](#) a fait son entrée dans le code du travail (site du Ministère du Travail) publié le 11.04.16 mise à jour 22.07.16

La loi introduira pour la première fois dans notre droit du travail un "droit à la déconnexion" qui s'appliquera à tous les salariés. Les entreprises auront le devoir de mettre en place des instruments de régulation de l'outil numérique. Ces mesures viseront à assurer le respect des temps de repos et de congés ainsi que l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle et familiale.

FEU VERT BRITANNIQUE POUR HPC

Après s'être logiquement accordé quelques semaines afin d'analyser en détail le projet, le nouveau gouvernement britannique vient d'annoncer sa décision de valider un processus engagé depuis bientôt une décennie. La CFDT d'EDF, d'AREVA et l'UFSN CFDT (Union Fédérale des Syndicats du Nucléaire) tiennent à commenter ensemble cette annonce car ce n'est rien de moins que le plus important chantier industriel européen qui se profile, à un moment critique pour une filière française qui se réorganise pour rebondir.

La CFDT espère que HPC devienne désormais un sujet de savoir-faire français reconnu plutôt que de polémique. Il a été normal de questionner, de douter, car par définition tout projet majeur pose question.

La CFDT est clairement la seule OS côté France à avoir étudié ce dossier de façon pragmatique, en pesant les risques et opportunités, si le projet HPC était un projet simple, cela se saurait, et être aveuglément POUR ou viscéralement CONTRE sont des postures simplistes.

LES RETRAITÉS MOBILISÉS

Les Retraités CFDT et UNSA de Saône et Loire sont conscients que les retraités participent au redressement des comptes publics et sociaux. Mais ils ne peuvent accepter une dégradation lente et durable de leur pouvoir d'achat, le recul du montant des pensions ainsi que le décrochage du niveau de vie des retraités par rapport à celui des actifs.

Aujourd'hui l'évolution des pensions est indexée sur l'évolution des prix, alors qu'avant 1993 elle était indexée sur les salaires. Ceci a eu pour conséquence le blocage des pensions depuis plusieurs années. Il se poursuit en 2016. Un million de retraités ont une pension dont le montant est inférieur au seuil de pauvreté (1000 € pour une personne seule en 2014). De par cette situation, les retraités sont souvent contraints au renoncement aux soins, à l'abandon d'une complémentaire santé, à de mauvaises conditions de logement et à la précarité énergétique.

C'est pourquoi la CFDT et l'UNSA revendentiquent :

- un montant minimum des pensions égal au SMIC net (1 200 €) pour une carrière complète.
- l'indexation des pensions sur l'indice du salaire mensuel de base.



Cfdt:

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



LANCEUR D'ALERTE OU PAS ?

Jeudi, après deux ans d'enquête, un rapport du Congrès américain estimait qu'Edward Snowden était plus un "employé mécontent" qu'un lanceur d'alerte. Réfugié en Russie, Snowden avait révélé en 2013 l'existence d'un système de surveillance mondiale des communications et d'Internet par les États-Unis.

[Une pétition a été lancée mardi 13 septembre par trois ONG](#), avec le soutien d'activistes, d'acteurs et d'hommes politiques, pour demander au président américain Obama de gracier Snowden avant de quitter ses fonctions.

LA FRANCE DEMANDE UN CESSEZ LE FEU IMMÉDIAT

"Cette tragédie syrienne sera devant l'Histoire une honte pour la communauté internationale si nous n'y mettons pas fin rapidement", a lancé François Hollande, mardi, lors de l'assemblée générale des Nations-Unies. Est visé le régime syrien, "responsable" selon François Hollande de "[l'échec du cessez-le-feu](#) conclu sous l'égide des États-Unis et la Russie.

L'HISTOIRE RACONTÉE PAR DES CANDIDATS

Deux profs d'histoire détricotent les propos de Nicolas Sarkozy sur les "Gaulois". **"Dès que l'on devient français, nos ancêtres sont gaulois."** Deux historiennes sont entrées dans le débat pour remettre les choses dans l'ordre : Mathilde Larrère et Laurence De Cock, professeurs d'histoire-géographie à Paris.

À quatre mains, elles ont procédé au détricotage méthodique des propos de Nicolas Sarkozy. [L'ensemble des tweets a été rassemblé sur Storify](#). Mathilde Larrère se charge d'expliquer que "les Gaulois" ne correspondent à aucune réalité historique, le terme recouvrant en fait de nombreuses ethnies rassemblées sous le nom "Gaulois" par l'empire romain.

QUARTIERS SENSIBLES ET ÉTUDES

Ce n'est pas incompatible !

Certains clichés sont tenaces. Une étude réalisée par Bpifrance et le cercle de réflexion Terra Nova dresse un portrait-robot des entrepreneurs dans les zones urbaines sensibles (ZUS). "[Ils] sont jeunes, diplômés et actifs lors de la création de leur entreprise. Ce ne sont pas des chômeurs qui créent leur emploi", constate [cette étude intitulée "Entreprendre dans les quartiers"](#).

Dans le détail, 53 % de ces chefs d'entreprise ont moins de 40 ans, 73 % ont au moins le baccalauréat et 84 % étaient actifs au moment de la création de leur société. Les femmes dirigeantes, en revanche, sont plus rares que dans le reste du pays.

[En savoir +...](#)

SURPOPULATION CARCÉRALE

Le principe est gravé dans le marbre de la loi Bérenger de 1875. À l'époque, l'isolement en prison était après prévu afin d'éviter la "contagion morale" entre détenus. Après plus de 140 ans, Jean-Jacques Urvoas, le ministre de la Justice, a l'opportunité de faire enfin appliquer [le dispositif "d'encellulement individuel"](#).

Quelle est la situation dans les prisons françaises ?

Avec 69 375 personnes incarcérées pour 58 311 places, la surpopulation carcérale a battu, le 1er juillet, un nouveau record (119 % d'occupation). À cette date, 1 648 détenus étaient contraints de dormir sur des matelas posés à même le sol. La situation est particulièrement critique dans les 86 maisons d'arrêt qui abritent les prévenus en attente de leur jugement.

[La suite + les indicateurs](#)



FUSILLÉS POUR L'EXEMPLE

Jeudi 29 septembre 19h00

Salle Colas Breugnon à CLAMECY

Rue du Président Wilson

Conférence-Débat

animée par l'historien Gilles MANCERON

membre du Comité Central de la Ligue des droits de l'Homme, responsable du groupe de travail "Mémoire, histoire, archives"

Projection du documentaire *Adieu la vie, Adieu l'amour*

Elles bougent

FAUT-IL FIXER DES QUOTAS POUR QU'IL Y AIT PLUS DE FILLES DANS LES ÉCOLES D'INGÉNIEURS ?

La proposition a le mérite d'interpeller. L'association [Elles bougent](#), qui œuvre depuis dix ans pour pousser les filles dans les [métiers d'ingénieries](#) et de techniciennes, vient de dévoiler [cinq propositions](#) en vue de la présidentielle. Parmi elles, légiférer pour que les écoles aient des objectifs chiffrés de candidatures féminines. Objectif : atteindre dans chaque établissement, sous cinq ans, un quota de 30% du sexe le moins représenté.

[En savoir davantage](#)



AMNESTY
INTERNATIONAL

RÉFUGIÉS : LA FRANCE DOIT FAIRE LE CHOIX DE L'ACCUEIL

86% des réfugiés sont aujourd'hui accueillis dans les pays en développement.

Pour les réfugiés les plus vulnérables, rester dans ces premiers pays d'accueil veut dire : vivre à la rue, voir leurs enfants privés d'école, ne pas avoir d'avenir pour leur famille et parfois vivre dans la peur d'un renvoi forcé. Partir par leurs propres moyens signifie risquer leur vie en mer ou sur des chemins dangereux et se fier à des trafiquants qui se moquent de leur sécurité.

Une autre option est possible.

Des États comme la France doivent et peuvent ouvrir des routes pour que plus de réfugiés parviennent à rejoindre un autre pays d'accueil en toute sécurité.

[Interpellez le Président de la République](#)

Découvrir les mystères du cerveau pour mieux apprendre et enseigner



CONNAÎTRE SON CERVEAU POUR MIEUX APPRENDRE

Les scientifiques décortiquent le fonctionnement du cerveau et commencent à en informer les professeurs et les élèves. Ils livrent des outils précieux pour mieux apprendre et mieux enseigner.

Tous les organes du corps imposent leurs lois à notre santé. C'est le rôle de la médecine expérimentale de les découvrir. De même, le cerveau, organe de la pensée et de l'apprentissage, impose ses lois à l'éducation. C'est le rôle des "nouvelles sciences de l'éducation" de les découvrir, en lien avec l'imagerie cérébrale et la psychologie expérimentale du développement. Le cerveau est "l'organe qui apprend". Ce sont des millions de cerveaux qui, chaque jour, vont à l'école. Or, l'angle mort de l'Éducation nationale reste encore le cerveau des élèves ! Mieux connaître ses lois et les contraintes individuelles permettrait aux enseignants de comprendre pourquoi certaines situations d'apprentissage sont efficaces, alors que d'autres ne le sont pas.

[En savoir davantage](#)

AU BULLETIN OFFICIEL



- **Établissements publics locaux d'enseignement relevant du ministre chargé de l'éducation**
Modalités d'élection des représentants des lycéens au sein du conseil d'administration et du conseil de discipline
décret n° 2016-1228 du 16-9-2016 - J.O. du 18-9-2016 (NOR [MENE1617048D](#))
- **Établissements d'État**
Modalités d'élection des représentants des lycéens au sein du conseil d'administration et du conseil des délégués pour la vie lycéenne et compétences du conseil des délégués pour la vie lycéenne
décret n° 2016-1229 du 16-9-2016 - J.O. du 18-9-2016 (NOR [MENE1625676D](#))
- **Vie lycéenne**
Composition et fonctionnement des instances de la vie lycéenne circulaire n° 2016-140 du 20-9-2016 (NOR [MENE1626262C](#))
- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Action contre la faim (ACF) arrêté du 31-8-2016 (NOR [MENE1600638A](#))
- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Cartooning for peace arrêté du 31-8-2016 (NOR [MENE1600639A](#))
- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'Association française de promotion de la santé dans l'environnement scolaire et universitaire (AFPSSU) arrêté du 31-8-2016 (NOR [MENE1600640A](#))
- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'Association nationale de recherche et d'action théâtrale (Anrat) arrêté du 31-8-2016 (NOR [MENE1600641A](#))
- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Couples et familles arrêté du 31-8-2016 (NOR [MENE1600642A](#))
- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Ligue nationale contre le cancer arrêté du 31-8-2016 (NOR [MENE1600643A](#))
- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Météo et climat, société française de la météorologie et du climat arrêté du 31-8-2016 (NOR [MENE1600644A](#))
- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Postures arrêté du 31-8-2016 (NOR [MENE1600645A](#))



- Partenariat**

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Animath – Association pour l'animation mathématique arrêté du 1-9-2016 (NOR [MENE1600649A](#))

- Partenariat**

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Centre Terre arrêté du 1-9-2016 (NOR [MENE1600650A](#))

- Partenariat**

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association E-enfance arrêté du 1-9-2016 (NOR [MENE1600651A](#))

- Partenariat**

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Institut pour l'éducation financière du public IEFP – La finance pour tous arrêté du 1-9-2016 (NOR [MENE1600652A](#))

- Partenariat**

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Les concerts de poche arrêté du 1-9-2016 (NOR [MENE1600654A](#))

- Partenariat**

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Les clionauts, les historiens et les géographes de l'avenir arrêté du 1-9-2016 (NOR [MENE1600655A](#))

- Actions éducatives**

Programme des actions éducatives 2016-2017 circulaire n° 2016-138 du 19-9-2016 (NOR [MENE1625421C](#))

- Activités éducatives**

Concours scolaire dans le cadre de l'opération nationale « Dis-moi dix mots » note de service n° 2016-135 du 20-9-2016 (NOR [MENE1625033N](#))

- Vacances de postes**

Enseignants du second degré en Nouvelle-Calédonie pour la rentrée scolaire austral de février 2017 avis (NOR [MENH1600659V](#))

- Enseignement supérieur et recherche**

Retrouvez les textes réglementaires du Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche sur :

www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/bo

Pour toute information, contacter :

Sgen-CFDT Bourgogne

7 rue du docteur Chaussier

21000 Dijon

 : 03 80 30 23 54

 : bourgogne@sgen.cfdt.fr

 : www.sgencfdt-bourgogne.fr

 : <https://www.facebook.com/sgenfcftbourgogne/>